



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DELEGATION CENTRE EST
17 rue Notre Dame des Pauvres
B.P. 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY CEDEX

AOO 26.06.001

**MARCHE MUTUALISE DE PRESTATIONS DE PRESTATION DE
GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DES SITES DU CNRS
CENTRE EST**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Article 1 : Présentation de l'opération	2
1.1 Objet du marché	2
1.2 Contexte de l'opération et enjeux.....	2
1.3 Lieu d'exécution.....	2
Article 2 : Caractéristiques des prestations.....	2
2.1 Contenu des prestations.....	3
2.2.1 Prestations forfaitaires.....	3
2.2.2 Définition des Prestations de surveillance, sécurité et accueil pour les sites du CNRS	3
2.2.3 Prestations complémentaires occasionnelles	4
Article 3 : Obligation du titulaire	5
3.1 Qualification des agents	5
3.2 Carte professionnelle	5
3.3 Affectation des agents	6
3.4 Formations des agents par le titulaire	6
3.5 Consignes et procédures internes.....	7
3.6 Tenue	7
3.7 Comportement du personnel affecté	8
3.8 Accès.....	8
3.9 Perte de clés.....	9
3.10 Protection du travailleur isolé	9
3.11 Administration du personnel et discipline	9
3.12 Obligation de confidentialité	10
3.13 La réception des colis	10
Article 4 : Modalités d'exécutions des prestations.....	10
4.1 Réunion de démarrage	10
4.2 Réunion de suivi des prestations	11
4.3 Planning prévisionnel mensuel	11
4.4 Plan de prévention	11
4.5 Développement durable	12
4.6 Outils de suivi	12
4.7 Les prestations à bon de commandes du marché.....	12
Article 5 : Remplacement du personnel du titulaire	12
Article 6 : Suivi et contrôle des prestations	13
6.1 Contrôles inopinés.....	13
6.2. Contrôle des prestations par le CNRS	13

Article 1 : Présentation de l'opération

1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations de surveillance et de gardiennage des bâtiments gérés par la Délégation Centre Est du CNRS, listés ci-dessous. Les annexes propres à chaque lot décrivent les spécificités techniques propres à chaque site.

1.2 Contexte de l'opération et enjeux

Le CNRS est un organisme national de recherche. La délégation Centre-Est est la représentation CNRS sur le secteur Grand-Est. La délégation a en gestion directe six sites du Grand Nancy accueillant des activités administratives, médicales et sociales et des laboratoires de recherche.

Les prestations doivent permettre d'assurer la sécurité incendie, de surveiller l'accès aux locaux de l'établissement, de prévenir, intervenir, et contrôler toute action suspecte sur le site, accueillir, renseigner, filtrer toute personne qui en demande l'accès et secourir tout individu en difficulté.

1.3 Lieu d'exécution

Les prestations sont attendues sur 6 sites distincts, tous inclus sur le secteur de la Métropole du Grand Nancy.

Site	Nom du site	Désignation pour le marché	Adresse	CP	Ville
1	Délégation Centre Est	DCE	17 rue Notre Dame des Pauvres	54500	Vandoeuvre
2	Site Jean Zay	JZAY	2 rue Jean Zay	54500	Vandoeuvre
3	Laboratoire CRPG	CRPG	15 rue Notre Dame des Pauvres	54500	Vandoeuvre
4	Centre Médico-Social	CMS	9 rue Notre Dame des Pauvres	54500	Vandoeuvre
5	Laboratoire ATILF	ATILF	44 Avenue de la Libération	54000	Nancy
6	Laboratoire LCPME	LCPME	405 rue de Vandoeuvre	54600	Villers les Nancy

Article 2 : Caractéristiques des prestations

Les prestations doivent être exécutées en application des textes législatifs et réglementaires relatifs aux activités de surveillance et de gardiennage. Ces prestations doivent être conformes à la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 (IDCC 1351) étendue par arrêté du 25 juillet 1985 (JO du 30 juillet 1985).






2.1 Contenu des prestations

Les agents de sécurité incendie ont pour missions d'exécuter des prestations récurrentes de gardiennage et de surveillance des locaux des sites à titre principal, ainsi que des prestations occasionnelles à titre complémentaire.

2.2.1 Prestations forfaitaires récurrentes


Les prestations forfaitaires récurrentes sont définies pour chaque site dans **l'annexe 1** au présent CCTP commun.

Le titulaire assure, par des agents qualifiés, les prestations suivantes, selon les besoins :

-  Ouverture et/ou fermeture des bâtiments (jours ouvrés)
-  Rondes de surveillance durant les week-ends, jours fériés et lors des périodes de fermeture
-  Interventions sur alarme (intrusion, incendie, PTI...)
-  Gardiennage et accueil 24h/24h
-  Filtrage et contrôle

Ces prestations ont pour objet de garantir l'intégrité des bâtiments, du périmètre et des systèmes de sécurité, et de prévenir toute intrusion ou incident.

2.2.2 Définition des Prestations de surveillance, sécurité et accueil pour les sites du CNRS


-  Ouverture et/ou fermeture des bâtiments (jours ouvrés)

Ouverture :

- Inspection visuelle du périmètre (clôtures, portails, accès externes)
- Vérification de l'absence de traces d'effraction, de dégradations ou de personnes non autorisées
- Ouverture progressive des accès selon les consignes
- Mise hors service de l'alarme intrusion et des dispositifs associés

Fermeture :

- Ronde préalable pour vérifier l'évacuation complète des locaux et l'absence de personnes non autorisées
- Fermeture et verrouillage des accès conformément aux consignes
- Fermeture et/ou verrouillage des ouvrants et extinction de l'éclairage intérieur
- Activation de l'alarme intrusion et des dispositifs de sécurité associés
- Contrôle visuel final du périmètre extérieur

-  **Ronde de surveillance – Week-ends et jours fériés**

- Surveillance régulière du périmètre et des accès
- Vérification de l'absence d'intrusion ou de personnes non autorisées
- Contrôle du fonctionnement des dispositifs de sécurité et d'alarme

-  **Accueil et surveillance 24h/24**

- Enregistrement des visiteurs et vérification des autorisations

- Contrôle des badges et dispositifs d'accès
- Signalement immédiat de toute anomalie au représentant du Pouvoir adjudicateur

La présente liste est donnée à titre indicatif et pourra être complétée ou adaptée par le Titulaire ou le Client en fonction des besoins identifiés au cours de l'exécution du marché.

Un local sera mis à disposition du Titulaire pour l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Les aménagements nécessaires à l'exercice des missions sont à la charge exclusive du Titulaire. Le Titulaire est responsable de la conformité de ces aménagements aux normes en vigueur et de leur sécurité.

Un état des lieux contradictoire du local sera réalisé en présence du CNRS dès le démarrage du marché.

À l'issue du marché, le Titulaire est tenu de remettre le local dans son état initial, sauf accord écrit contraire avec le CNRS.

Interventions sur alarme

- Intervention sur déclenchement d'alarme intrusion, incendie ou PTI
- Garantit de la présence d'un agent dans un délai maximal de 30 min après le déclenchement.
- Identification de la cause de l'alarme et mise en sécurité des locaux
- Transmission d'un rapport détaillé au Pouvoir adjudicateur

Traçabilité et obligations

- Toutes les opérations (ouverture, fermeture, rondes, accueil, interventions) sont consignées dans la **main courante**
- Toute anomalie ou incident doit être signalé immédiatement au Pouvoir adjudicateur
- Le titulaire garantit la présence continue d'un agent SSIAP pour l'accueil et la surveillance 24h/24

Filtrage et contrôle

- Mise en place d'un agent de sécurité dédié au filtrage à l'entrée du site
- Contrôle visuel préalable des personnes se présentant aux accès
- Vérification systématique des identités, badges, autorisations et motifs de visite
- Inspection visuelle des sacs et effets personnels selon les consignes du Pouvoir adjudicateur
- Refus d'accès ou alerte en cas de tentative d'introduction non autorisée
- Orientation des visiteurs

2.2.3 Prestations complémentaires occasionnelles

Des spécificités propres à certains sites sont présentes dans les annexes.

Les prestations occasionnelles prévues peuvent impliquer la mise en place de personnel(s) supplémentaires(s) afin de renforcer un poste ou une prestation continue déjà en place dans le cadre des prestations récurrentes de gardiennage et de surveillance du site. Les interventions occasionnelles nécessitant la présence d'agents supplémentaires peuvent être exécutées les jours ouvrés du CNRS (du lundi au vendredi), les week-ends, les jours fériés et de nuit.

Les prestations complémentaires occasionnelles peuvent venir en soutien des missions définies à l'article 2.2.1. susvisé et concerner notamment les prestations décrites ci-après. Ces prestations restent sous le contrôle du chef de poste ou du responsable d'exploitation du titulaire en coordination avec le représentant dédié au site concerné.

a) Agent occasionnel

L'agent est chargé de la surveillance particulière en cas de :

- Manifestations (colloques, portes ouvertes...) ;
- Dégradation matérielle, vandalisme (en attente de remise en état des accès, etc.) ;
- Installations importantes de chantiers ;
- Mise en œuvre de plan Vigipirate, de cellule de crise, de grève, de crise sanitaire, de catastrophe naturelle, d'état d'urgence ;
- Fermeture exceptionnelle de bâtiments ;

La présente liste n'est pas exhaustive et pourra être adaptée en fonction des exigences opérationnelles et de toute nécessité de renforcement de la prestation.

L'agent occasionnel doit avoir des horaires adaptés et définis suivant la nature des prestations. **La durée sera de 4 heures minimum pour l'ensemble des lots.**

b) Agent de sécurité cynophile

L'agent est chargé de repousser les personnes non habilitées qui pénètrent sur le site. Il assure en même temps la surveillance du bâtiment par l'extérieur, l'intérieur et le contrôle des personnes. A la demande du service technique et logistique ou du chef de poste son action peut être circonscrite à une zone particulière du site.

Le titulaire contrôle que l'agent cynophile est habilité à la conduite de chiens de garde et que les visites vétérinaires sont conformes aux textes réglementaires. Il s'assure également que l'agent dispose de tous les moyens indispensables à la bonne exécution du marché.

Une copie des documents réglementaires du canidé est transmise dans les trois (3) jours ouvrés à compter de la réception de la commande de la prestation au service bénéficiaire.

Article 3 : Obligation du titulaire

3.1 Qualification des agents

Le titulaire communiquera, pour chaque site, les qualifications requises des agents.

3.2 Carte professionnelle

Les agents doivent justifier l'exercice de leur fonction au moyen d'une carte professionnelle accompagnée d'un badge d'identification avec photo d'identité porté visiblement dans l'exécution des missions.

Les agents devront disposer d'une carte professionnelle conformément aux articles R612-12 à R612-18-1 du Code de la sécurité intérieure.

Cette obligation légale est explicitée par la convention collective du 15 février 1985 qui précise dans son article 11.01 que la carte a pour but de « garantir l'appartenance du salarié à une société de sécurité et de lui faciliter son travail ».

Il en résulte que le port de la carte doit être effectif dès le début de la première prise de service. Tout agent du titulaire qui, dès sa première vacation, ne serait pas porteur de cette carte sera refuser l'accès au site.

Afin d'éviter toute interprétation divergente, il est demandé de ne pas manquer de délivrer cette carte aux agents avant leur première prise de service sur le site et leur rappeler qu'ils doivent, dès ce premier jour, pouvoir la présenter à toutes personnes désignées par chaque site, ou leurs représentants.

3.3 Affectation des agents

Au minimum 72 heures avant la prise de service d'un agent, le titulaire doit :

A. Fournir au CNRS une fiche de renseignement indiquant :

- Le Nom
- Le Prénom
- Le poste d'affectation
- La date d'entrée dans la société
- Les formations et diplômes ou Curriculum Vitae (notamment avec qualification, formation, expérience complétée)

B. Fournir la photocopie d'une pièce d'identité en cours de validité (Carte d'Identité, Permis de conduire, carte de résident...)

C. S'assurer que la situation personnelle des agents est conforme à la réglementation en vigueur (articles R611-1 à R617-5 du code de la sécurité intérieure) et que les agents n'aient pas fait l'objet pour agissement contraire à l'honneur ou aux bonnes mœurs, d'une sanction disciplinaire ou pénale.

Le CNRS se réserve le droit de demander les informations suivantes :

- L'adresse ;
- La date de naissance ;
- Le lieu de naissance ;
- La nationalité.

Le titulaire établit une liste des agents affecté à la réalisation des prestations en y indiquant les postes sur lesquels ils sont opérationnels. Ce registre des personnels de sécurité est tenu à jour et communiqué au service bénéficiaire du site concerné.

La mixité du personnel est souhaitée pour les missions du quotidien (rondes, accueil, filtrage, secours sur des personnels de sexe différents)

Les agents doivent impérativement avoir une bonne maîtrise de la langue française orale et une maîtrise courante de la langue française écrite.

3.4 Formations des agents par le titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, la formation théorique et pratique du personnel affecté au site doit être assurée par le titulaire, à ses frais. A ce titre, l'ensemble du personnel du titulaire doit acquérir une bonne connaissance du site et de ses installations. Egalement, il devra avoir pris connaissance de ses missions et des consignes particulières et générales du CNRS, des moyens mis à disposition ; main courante électronique, système de contrôle de ronde, SSI, matériel d'évacuation des PMR, DATI, vidéo protection...

Le titulaire donne à son personnel la formation minimale exigée et les niveaux de compétence et de qualification en adéquation avec les exigences du CNRS et doit pouvoir à tout moment en justifier. La formation du personnel doit être prévue par le titulaire, en dehors des heures de prestation sur site.

A ce titre, le titulaire se conforme à la politique de formation continue explicitée dans son cadre de réponse technique (axes, montant des investissements ...) et notamment au plan de formation proposé pour le personnel en place. Cette politique doit être en mesure d'assurer le maintien à niveau des connaissances acquises précédemment par les agents.

De manière générale, le titulaire a obligation permanente de s'assurer que les agents disposent d'une formation adéquate et suffisante, tant au niveau de la sûreté que de la sécurité incendie et de la compléter si nécessaire.

Pour toute formation d'agents sur le site, le titulaire doit informer le CNRS des dates prévues et fournir avant l'arrivée du nouvel agent les documents nécessaires cités à l'article 3.3 (A et B). Il informe le CNRS de la fin de la formation de l'agent.

Le titulaire met en œuvre toutes les actions de formations nécessaires afin que chaque agent connaisse parfaitement les consignes, les rondes et les spécificités des locaux (laboratoires, techniques...). Ces formations sont à réaliser sur plusieurs vacations en binôme dont une de jour.

Le titulaire est tenu, avant d'affecter un agent seul sur une zone, de contrôler que l'agent est parfaitement formé pour cette zone et est en mesure de réaliser la ronde et les consignes associées.

Les agents doivent être sensibilisés aux mesures à prendre en cas d'attaque terroriste ou de prise d'otage (consignes diffusées par le Secrétariat Général de La Défense et de La Sécurité Nationale).

3.5 Consignes et procédures internes

Le titulaire s'engage à assurer et à garantir la sécurité-incendie et la sûreté des personnes, des biens du site, tant à titre préventif qu'en intervention, en application de la réglementation en vigueur et conformément aux prescriptions du CNRS édictées sous forme de consignes.

L'ensemble des prestations fait l'objet de consignes précises mises à la disposition de l'agent. Elles sont réputées être acceptées par le titulaire, qui s'engage à les appliquer dans leur intégralité. Ces consignes peuvent être actualisées par le CNRS en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Chaque poste est doté des documents suivants en plus des versions dématérialisées sur la main courante électronique :

- Consignes générales des sites
- Consignes particulières de chaque laboratoire ou bâtiment
- Consignes et procédures en cas d'incidents ou divers
- Consignes de sécurité incendie
- Consignes relatives aux reports d'alarmes

Ces documents ne doivent en aucun cas sortir du site et les données confidentielles ne doivent pas être diffusées.

Le titulaire se devra de prendre connaissance quotidiennement des consignes évolutives données par le CNRS et de les respecter.

3.6 Tenue

L'ensemble du personnel du titulaire doit être doté d'une tenue identique, adaptée à la nature de la mission qui lui est confiée, facilement reconnaissable des usagers du site.

Le port de la tenue est soumis aux dispositions des articles R613-1 à R613-2 du Code de la sécurité intérieure.

L'uniforme comporte au moins un insigne reproduisant la dénomination ou le sigle de l'entreprise de sécurité. L'insigne est placé de telle sorte qu'il reste apparent et lisible en toutes circonstances.

Une tenue soignée et irréprochable est exigée à chaque prise de service. Aucun agent ne sera admis s'il n'est revêtu de sa tenue ou s'il présente un aspect négligé. Il en sera de même pour toutes les prestations occasionnelles de gardiennage faisant l'objet d'une commande spécifique. Il est à noter que la fourniture et l'entretien des différentes tenues de son personnel sont à la charge du titulaire. Les tenues doivent être remplacés par le titulaire dès lors qu'elles ne sont plus présentables.

Il est prévu une tenue type d'hiver et une tenue type d'été afin de répondre aux contraintes météorologiques, permettant aux agents d'assumer les différents types de missions tant en intérieur qu'en extérieur, sans discontinuité, et dans des conditions d'hygiène, de sécurité et de confort optimales.

Une paire de chaussure adaptée au contrainte des sites (surface glissante, extérieur / intérieur,) en adéquation avec la fonction.

À ce titre, le titulaire doit mettre à disposition de ses personnels une tenue en adéquation avec la saison à venir au cours du mois d'octobre pour la tenue d'hiver et courant du mois de mai pour la tenue d'été, où elle pourra être utilisée.

Il est à noter qu'en fonction de la catégorie d'agent (les agents de sécurité et les agents SSIAP), la tenue devra être adaptée.

Ces tenues seront présentées au CNRS dans le cadre de réponse technique et soumises à sa validation.

Le titulaire doit fournir à ses agents de sécurité l'ensemble des équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires à l'exercice de leurs missions, tout au long du marché. Cela inclut, mais sans s'y limiter :

- Casque antibruit, lorsque le contexte du site l'exige ;
- Autres EPI, adaptés aux risques spécifiques identifiés sur le site (gants, lunettes, gilet haute visibilité, etc.).

Ces EPI doivent être portés conformément aux normes en vigueur et aux instructions de sécurité du site, garantissant ainsi la protection, le confort et l'efficacité des agents dans l'accomplissement de leurs missions.

3.7 Comportement du personnel affecté

Pour chaque site, les agents du titulaire doivent faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Compte tenu de leur mission de protection des campus du CNRS au travers de ses bâtiments, de son image et des événements à caractère scientifique, les personnels doivent être conscients de leurs missions et de leurs responsabilités.

3.8 Accès

Il est remis aux agents du prestataire, à leur arrivée sur le site, les clés et badges nécessaires pour leur permettre d'effectuer leurs prestations, contre signature d'un document. (**Annexe 4**). Aucun agent du prestataire et de ses sous-traitants ne peut être admis s'il n'est pas autorisé par le pouvoir adjudicateur.

Le prestataire est responsable de l'utilisation des clés et badges remis à son personnel et de leur garde.

Ces clés et badges sont restitués à tout moment sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'absence de restitution peut donner lieu à des poursuites et à rupture du marché. Dans ce cas, il peut être demandé de remplacer toutes les serrures concernées à la charge du prestataire.

Toute copie de ces badges ou clés est interdite et peut donner lieu à des poursuites et à rupture du marché. Le prestataire est tenu de signaler immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur toute perte de clé ou badge.

3.9 Perte de clés

En cas de perte ou de vol de clés, le titulaire avise le service bénéficiaire, du nombre d'exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés immédiatement aux frais du titulaire.

Le titulaire s'engage à laisser en fin de marché les équipements en bon état normal d'entretien et de fonctionnement. Un état des lieux écrit au démarrage et en fin de marché est réalisé par l'agent.

Il appartient au titulaire de signaler immédiatement, au responsable technique de chaque site toute défectuosité du matériel éventuellement mis à sa disposition.

En cas de perte ou de vol d'un pass donnant accès aux bâtiments de chaque site, le remplacement de l'ensemble des cylindres correspondant à ce pass sera effectué aux frais du titulaire. Ce remplacement comprendra tout renfort de personnel ou prestation nécessaire afin d'assurer la sécurité et la continuité du service jusqu'à ce que le remplacement soit effectif.

En fin de marché, le titulaire doit remettre au service bénéficiaire concerné, les clés et passes confiés initialement.

3.10 Protection du travailleur isolé

Le travailleur isolé est une personne hors de vue ou de portée de voix des autres.

Conformément à l'article R. 4512-13 du Code du Travail, le titulaire devra mettre en œuvre les dispositions nécessaires « pour qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident ».

À ce titre, chaque agent concerné est muni d'un dispositif de Protection du Travailleur Isolé (PTI), fourni et maintenu à ses frais par le titulaire, adapté aux situations de travail et dont le bon fonctionnement est assuré pendant toute la durée du marché.

3.11 Administration du personnel et discipline

Le personnel est géré par le titulaire. Il doit être apte à un service actif, de jour ou de nuit, dans des postes pouvant comporter des stations debout ou assises prolongées.

Lorsque les missions impliquent des stations assises prolongées, le titulaire fournit, à ses frais, des sièges ergonomiques conformes aux normes et à la réglementation en vigueur, garantissant sécurité et santé des agents. Tout manquement à cette obligation engage la responsabilité du titulaire.

Il est de la responsabilité du titulaire du marché de s'assurer du strict respect notamment des règles du code du travail et de la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité.

Tout agent faisant preuve d'une tenue non conforme, d'une attitude incorrecte, de retard ou d'absence répétée, de négligence dans l'exécution de la mission, d'incorrection vis-à-vis de qui que ce soit, devra être remplacé dans les 2 heures au plus tard, avec interdiction de revenir exercer sur les sites.

3.12 Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 11.02 de la convention collective « prévention et sécurité », le prestataire et son personnel ont une obligation stricte de réserve et de secret professionnel. Il leur est formellement interdit de divulguer ce dont ils ont pu prendre connaissance dans l'exercice de leur fonction.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôles d'entrées ou de sorties de personnes, ainsi qu'en matière de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le titulaire s'y engage dans (l'annexe 5) au CCTP qu'il a remplie.

En outre, ils ne pourront utiliser le matériel du Poste de Contrôle Sécurité qu'à des fins professionnelles et dans le cadre défini par la collectivité.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne publique peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

3.13 La réception des colis

Les agents ne doivent en aucun cas réceptionner les colis. Ils ont donc strictement interdiction de procéder à la réception de ces derniers.

Article 4 : Modalités d'exécutions des prestations

Les prestations doivent être exécutées en application des textes législatifs et réglementaires relatifs aux activités de surveillance et de gardiennage. Ces prestations doivent être conformes à la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 (IDCC 1351) étendue par arrêté du 25 juillet 1985 (JO du 30 juillet 1985).

4.1 Réunion de démarrage

À compter de la date de début d'exécution des prestations, une réunion de démarrage sera organisée dans un délai de 10 jours, à l'initiative du CNRS, entre le titulaire et le CNRS.

Cette réunion de démarrage réunira le pôle achats du CNRS, les représentants de l'ensemble des sites concernés, ainsi que le responsable désigné comme encadrant par le titulaire.

Toutes les informations, demandes et communications du CNRS seront adressées à cette personne, à l'exception des demandes d'intervention adressées à la structure de prise d'appel du titulaire.

4.2 Réunion de suivi des prestations

Une réunion de suivi ou contrôle qualité des prestations réunissant le titulaire et le CNRS sera organisée à compter de la date de commencement d'exécution des prestations afin de pouvoir s'assurer de la qualité des prestations ou d'en modifier si nécessaire les modalités.

Le calendrier sera déterminé lors de la première d'entre elles. A tout moment, le représentant de l'Acheteur peut convoquer le titulaire.

Les fréquences des réunions sont les suivantes :

- Site de Jean Zay : Une fois tous les mois
- L'ensemble des autres sites : Une fois tous les trois mois

La fréquence peut être modifiée par le CNRS en cours de marché.

Cette réunion a pour objectif d'assurer un lien régulier entre le titulaire et le CNRS portant sur deux aspects :

- La qualité : service rendu et adaptation du système aux besoins ;
- L'information sur le déroulement courant du service et des événements ;
- La communication sur l'évolution de la prestation et des sites.

Cette réunion fait l'objet d'un compte rendu alimenté de tableaux de bord avec indicateurs validés par le service bénéficiaire et réalisé par le titulaire. Ce compte rendu est transmis au service bénéficiaire du site concerné par mél **sous 48h** à compter de la date de la réunion.

4.3 Planning prévisionnel mensuel

Le planning prévisionnel sera établi par le titulaire et remis au Responsable de la sécurité du CNRS en fin de mois précédent la prestation (10 jours avant la fin du mois). Le planning sera utilisé dans la procédure de contrôle des prestations du titulaire par le CNRS.

A chaque modification du planning, un nouveau planning doit être mis à disposition du CNRS. Tout changement, à l'initiative du titulaire, doit faire l'objet d'une information préalable, par tout moyen, avec un délai de prévenance de **48 heures minimum**.

4.4 Plan de prévention

Le titulaire est tenu de se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'établissement et aux règles d'accès au site. Conformément au livre V. Prévention des risques liés à certaines activités ou opérations du Code du travail et aux articles R.4511-1 et suivants du code du travail, un plan de prévention est établi communément par le titulaire et le CNRS, représenté par l'ingénieur régional de prévention et sécurité et la personne responsable du Service technique et Logistique de chaque site.

Une visite commune des locaux est effectuée préalablement à la réalisation des prestations afin de :

- Définir les risques liés à la Co-activité du titulaire et du CNRS ;
- Définir les mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire et le CNRS.

Le titulaire se doit d'informer ses intervenants des mesures définies dans le plan de prévention, et veille au respect de celles-ci.

4.5 Développement durable

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du CNRS.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les éventuelles modifications, demandées par le CNRS, afin de se conformer aux nouvelles règles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties, en application de l'article 7 du CCAG FCS.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du marché, notamment en proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

4.6 Outils de suivi

Le titulaire peut mettre à disposition du CNRS un outil de suivi des prestations de sureté et de gardiennage. Il met à disposition une plate-forme numérique permettant aux différents interlocuteurs du CNRS de suivre leurs demandes, les statistiques, la gestion des indicateurs de qualité de service, les horaires de passage des agents, le pointage des rondes, et éventuellement le suivi de la facturation associée. L'ensemble de ces plateformes et outils ainsi que leurs fonctionnalités sont décrits dans le mémoire technique du prestataire.

4.7 Les prestations à bon de commandes du marché

Il pourra être demandé par le CNRS la présence du titulaire aux horaires ou en dehors des horaires sus énoncés, pour des missions internes ou externes dans le cadre de colloques, de manifestations exceptionnelles, de préparation d'expositions, de visites officielles. Elles peuvent s'effectuer tous les jours dans l'agglomération nancéienne ou messine. Le CNRS établira un bon de commande conforme aux prix d'unités d'œuvres fixés au bordereau de prix unitaires. Les prestations à commandes seront rémunérées sur cette base en application des quantités réellement exécutées.

Article 5 : Remplacement du personnel du titulaire

Pour chaque site, les spécificités sont décrites dans les annexes.

Il est fait application en cas d'absence ou de défaillance d'un agent des procédures de remplacement et des délais indiqués par le titulaire dans son cadre de réponse technique. En tout état de cause, la continuité du service doit être assurée pendant toute la durée des plages horaires susvisées en attendant l'arrivée d'un nouvel agent connaissant parfaitement les consignes à observer pour le poste considéré.

A ce titre, le titulaire prend en charge et sous sa responsabilité, le remplacement de son personnel défaillant et ce, quelle qu'en soit la raison.

La couverture provisoire du poste est immédiatement assurée par du personnel d'encadrement du titulaire, connaissant l'environnement et de niveau équivalent au personnel en place et, ayant subi le temps de formation nécessaire pour la prise du poste vacant.

Durant leurs absences (congrés, maladie ...), les agents sont remplacés par des suppléants ayant été formés et ayant une connaissance parfaite des consignes à appliquer.

Le titulaire prévoit une liste du personnel susceptible d'être mis à disposition lors des remplacements des permanents. Les remplaçants ne peuvent intervenir sur le site qu'après avoir satisfait aux mesures de vérifications sécuritaires prévues à l'article 3.4 du CCAP.

Article 6 : Suivi et contrôle des prestations

Afin de garantir la bonne exécution des tâches, le titulaire doit mettre en place un plan qualité permettant de suivre régulièrement les éventuelles évolutions du contrat, et l'exécution de la prestation (toute référence à des normes ou certifications devra être accompagnée des justificatifs associés).

Il appartient au titulaire d'assurer la présence permanente de son personnel sur le poste de travail durant l'intégralité de la plage d'intervention demandée.

Durant les horaires prévus, les prestations doivent être réalisées en continu, sans aucune interruption pour quelque motif que ce soit. Il appartient au titulaire d'organiser la prestation de telle façon que cette permanence soit garantie.

6.1 Contrôles inopinés

Le titulaire doit proposer un suivi des prestations. Il doit pouvoir attester qu'il met en place l'ensemble des contrôles sur le bâtiment (qualifications, tenues, connaissances du site, connaissances de la réglementation, etc.).

Deux fois par mois au minimum l'entreprise titulaire du marché doit, de nuit ou de jour, ou plus si un cas d'urgence le nécessite, procéder à des visites inopinées et irrégulières dans le but de vérifier la bonne exécution des prestations.

Ces contrôles feront l'objet d'un compte rendu, pour informer le CNRS des vérifications effectuées et des éventuelles actions à entreprendre pour améliorer la qualité ou l'efficacité de la prestation. Un double est laissé à l'attention de la personne responsable du service technique et logistique.

Le titulaire, auteur du contrôle, doit également apposer un tampon sur la main courante à chaque passage.

Le titulaire devra communiquer en amont au CNRS les dates et heures de ces contrôles inopinés afin de permettre au CNRS d'y assister s'il le souhaite.

6.2. Contrôle des prestations par le CNRS

Le CNRS peut à tout moment et sans en référer au titulaire procéder ou faire procéder, par toutes personnes désignées par la Déléguée régionale, aux contrôles jugés nécessaires, en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités d'exécution aux clauses du présent marché.

Les contrôles peuvent notamment porter sur :

- la qualification du personnel ;
- la bonne connaissance des consignes d'application ;

- la présence et la bonne utilisation du matériel fourni par le titulaire (PTI) ;
- la présence effective et la bonne tenue du personnel ;
- la bonne tenue de la main courante ;
- la vigilance des agents ;
- les temps moyens d'interventions (rondes ou visite aléatoire) ;
- le parcours de rondes.

Chaque visite ou contrôle effectué de manière aléatoire doit être signalé sur la main courante. En cas de non- conformité détectée lors d'un contrôle, le titulaire en est immédiatement informé par mél.